

Du pays perçu au pays vécu : la campagne québécoise au XIXe siècle

Serge Courville
Université Laval

Par son caractère différent en Amérique du Nord, la campagne québécoise a suscité diverses interprétations qui en ont fait tantôt un monde idyllique pour les peintres et les voyageurs de passage, tantôt un monde immobile, issu d'un autre âge. Partagées par la plupart des observateurs de l'extérieur même par une partie de l'élite francophone, ces images ont dominé pendant longtemps la littérature scientifique, qui leur a même donné leur légitimité.

Aujourd'hui, les points de vue ont changé. Toutefois, en dépit des acquis de l'historiographie récente, un écart subsiste entre les représentations de la campagne et sa logique de croissance. L'une des raisons de cet écart provient de la puissance des images élaborées au cours du XIXe siècle et encore au XXe pour décrire la campagne. Une autre réside dans les échelles et les modèles d'analyse retenus pour interpréter le développement québécois. Cette présentation en montre des aspects, inspirés de nos travaux sur le XIXe siècle.

1. La vision de l'autre

Dans ses *Notes Américaines*, Charles Dickens a écrit que le Canada occupait et occuperait toujours une place privilégiée dans son cœur, bien que peu de ses compatriotes, croyait-il, soient préparés à le découvrir tel qu'il était :

Avançant lentement, les vieilles différences en voie de disparition et même oubliées; une opinion publique et une entreprise privée animées du même esprit; sans fièvre ni précipitation mais à un rythme soutenu et régulier : il est plein d'espoir et de promesse.¹

Cette citation date de 1842, l'année même de la visite de Dickens à Québec et cinq ans après les Rébellions de 1837-1838. Les Troubles sont maintenant terminés et une nouvelle ère commence, sans la fièvre ni l'effervescence des grandes révolutions, mais avec un espoir et une volonté manifeste de changement par rapport au passé. Et, de fait, le début des années 1840 marque une étape importante dans le devenir du pays. L'Acte d'union vient d'être proclamé et le Bas-Canada est devenu partie intégrante de la Province du Canada ou, comme on l'appellera désormais, du Canada-Uni. Pour ceux qui avaient favorisé cette union, surtout les marchands britanniques, ce fut une occasion de réjouissance. Pour les Canadiens français, ce fut plutôt le prix à payer pour les insurrections, ainsi qu'une conséquence directe de la mission de Lord Durham au Canada. Même le gouvernement responsable, pourtant suggéré par Durham, leur échappe. Il ne sera octroyé qu'en 1847, grâce à l'intelligence de Lord Elgin, désireux de maintenir l'intégrité de l'empire.

Dickens n'est pas le seul observateur à se dire impressionné par le Canada. Beaucoup d'autres le font également, charmés par les paysages ruraux et la politesse des « nouveaux » sujets. Plusieurs les trouvent même plus pacifiques que leurs homologues anglais, qu'ils accusent d'être les vrais responsables des tensions entre les deux « races ». Rares sont ceux, cependant, qui ont une vision aussi positive de leurs capacités à s'adapter aux défis de l'ère nouvelle, insistant plutôt sur les caractères trop agraire et trop atavique de leur société.

Cette perception à l'égard du Bas-Canada fait écho aux types de rapports qui ont existé entre les deux principaux groupes ethniques depuis la conquête. Au début, ces rapports sont plutôt cordiaux : l'élite britannique parle français et plusieurs de ses représentants envoient même leurs enfants dans les écoles françaises, chez les Ursulines notamment. De leur côté, les Canadiens font preuve de loyauté, en ignorant les appels de sédition du Congrès lors de la Guerre d'Indépendance américaine. Même l'Église, qui sent pourtant son statut menacé, reste loyale à la Couronne, comme elle le sera plus tard à l'époque des Troubles.

Avec le temps, cependant, et l'arrivée d'un nouveau type d'immigrant beaucoup plus cavalier avec le français, la situation devient plus tendue. Comprenant mal les privilèges consentis aux Canadiens, les nouveaux arrivés réclament des lois civiles anglaises, ce qui conduira éventuellement au partage de la Province de Québec en deux provinces distinctes, le Bas et le Haut-Canada (1791). Et quand plus tard la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada voudra exercer son contrôle sur les dépenses publiques, ce sera l'éclatement. De la région de

1. Charles DICKENS, *American Notes for General Circulation*, New York, 1842.

Montréal, la rébellion s'étend jusque dans le Haut-Canada, où l'on réclame aussi plus d'autonomie.

L'insurrection est vite matée, mais en Angleterre, où les plaies de la Révolution américaine sont encore vives, le choc est intense. Pourtant, en dépit du désarroi causé par cette rébellion, la plupart des voyageurs anglais qui viennent par la suite au Canada partagent la perception de Sir Charles Lyell, le grand géologue victorien : les Canadiens sont non seulement plus doux mais plus polis que leurs homologues anglo-saxons, qui leur restent cependant supérieurs par l'énergie et l'esprit d'initiative.

Cette référence explicite aux déficiences des Canadiens n'est pas nouvelle. Déjà sous le Régime français les administrateurs coloniaux s'étaient plaints de l'habitant canadien, à qui ils reprochaient son entêtement et son refus d'innover. Même Murray, au lendemain de la conquête, avait fait sien ce point de vue, en affirmant que l'agriculture pratiquée au Canada était probablement la pire qui soit dans le monde civilisé.²

Relayée par la bourgeoisie anglaise des villes, cette vision trouvera bientôt toute sa légitimité dans le rapport Durham, qui juge la société francophone incapable de faire face aux défis du monde moderne, lequel est anglais.³ Si les Canadiens français veulent survivre, soutiennent les auteurs du rapport, ils devront s'intégrer à l'empire et moderniser leur économie et leurs institutions. Surtout, ils devront s'assimiler, ce qui les protégera des lois féroces du marché.

Les observateurs britanniques n'ont pas été les seuls à condamner le genre de vie de l'habitant, d'autres l'ont fait également. L'un des plus célèbres d'entre eux a été Alexis de Tocqueville. Dans son périple au Canada de 1831, il s'est intrigué de voir les Canadiens se laisser encercler par les colons britanniques, alors qu'ils étaient déjà à l'étroit sur leurs terres. Demandant à l'un d'entre eux les raisons de cette situation, il s'était fait répondre : « Pourquoi aimez-vous mieux votre femme même si celle du voisin a les plus beaux yeux » ?⁴

Cette réponse a laissé croire en un attachement profond de l'habitant à sa terre, qui tranche avec les pratiques des anglophones. Même pour améliorer sa situation économique, celui-ci refusera obstinément d'abandonner son vieux-bien. L'un des auteurs qui a le plus contribué à populariser cette image a été le sociologue français Gauldrée-Boilleau, dans ses travaux sur Charlevoix.⁵ Insistant sur l'homogénéité de la paysannerie canadienne-française, il lie sa survie à la religion et à l'agriculture. Aussi longtemps que les Canadiens français resteront

2. Serge COURVILLE, « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France: une vision géographique », *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 3, (1983), p. 417-429.

3. Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN, « La vallée du Saint-Laurent à l'époque du rapport Durham: économie et société », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 25, n° 1 (1990), p. 78-95.

4. *Tocqueville au Bas-Canada*, présenté par Jacques VALLÉE, Montréal, 1973.

5. Son étude, « Paysan de Saint-Irénée de Charlevoix en 1861 et 1862 », a été rééditée dans Pierre SAVARD, *Paysans et ouvriers québécois d'autrefois*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1968.

fidèles à leurs traditions et écouteront leurs prêtres, écrit-il, ils resteront maîtres des terres que leur ont léguées leurs ancêtres et pourront même les agrandir aux dépens de la forêt.

Même les peintres et les aquarellistes ont partagé cette vision, en présentant la société de l'habitant comme une vieille société agraire, fidèle à ses traditions et dont la reproduction, comme l'agriculture, dépendent des défrichements. Influencés par les courants artistiques européens (notamment le Romantisme et plus tard le Picturesque) ils ont donné de la campagne des vues empreintes de poésie, comme si « les joies simples, le dur travail quotidien de la ferme (devaient être perçus à partir de) la beauté sylvestre au milieu de laquelle l'habitant passe sa vie paisible... »⁶ (figure 1). Et c'est encore ce critère de beauté qui a présidé aux représentations des activités économiques ou des villes, qu'on a dépeint souvent à partir de scènes bucoliques placées à l'avant-plan du tableau (figures 2 et 3).

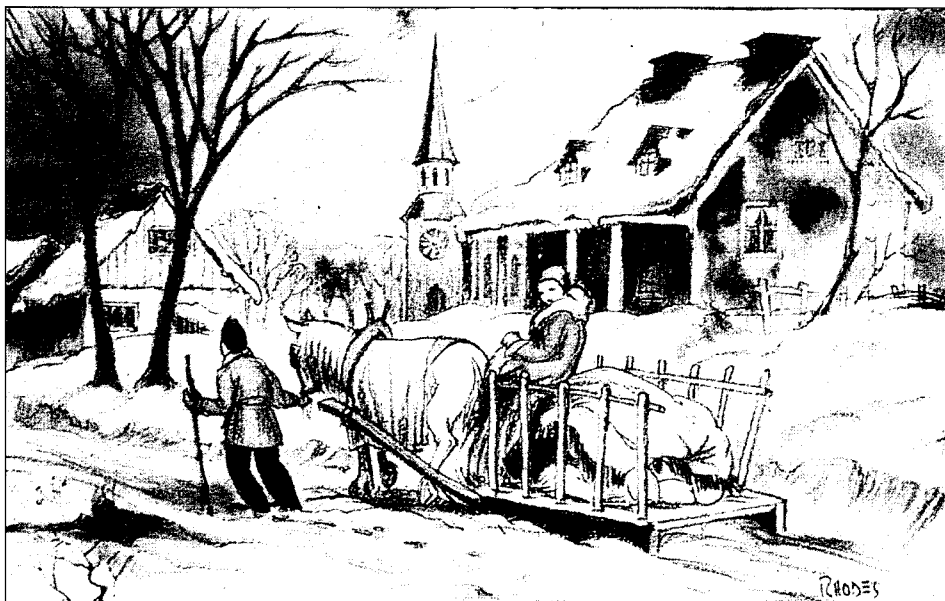
Figure 1
Baie St-Paul, Bainbridgge, 1841



Source : ANC, C 11833.

6. Ce propos est du peintre Horatio Walker, à la fin de sa vie. Cité dans Paul-André LINTÉAU, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la Crise*, Montréal, Boréal, 1989, tome 1, p. 392.

Figure 2
« Going to the market », Rhodes (sans date)



Source : ANQ-Q, Fonds Bruneau Magella (2)

Plus que de simples choix d'artistes, ces images expriment toutes les idéologies d'une époque et font de l'agriculture et du genre de vie rural une réponse aux angoisses démographiques et économiques de la période. Elles sont aussi une expression du colonialisme européen, qui fait de toute société coloniale une société nécessairement différente et moins développée que la société d'origine.

Particulièrement net chez l'observateur européen, ce regard a été aussi celui de plusieurs représentants de l'élite intellectuelle et artistique canadienne-française, qui lui ont donné cependant une signification différente. En effet, tout en faisant de l'agriculture une protection contre les dangers de la vie urbaine et industrielle, et un bouclier contre l'assimilation proposée par Lord Durham, ils l'ont vu comme une activité refuge, le seul secteur de l'économie qui ne soit pas encore aux mains des Anglais. Et comme cette activité est grande consommatrice d'espace, elle devait permettre la construction d'un territoire national, où les Canadiens français pourraient s'épanouir comme société, guidée par leur clergé et leur élite politique.

2. La perception de l'élite canadienne-française

Emparons-nous du sol! Dès le milieu des années 1830, le mot est lancé, qui deviendra bientôt un véritable projet de développement collectif. L'un des

premiers auteurs à donner ses bases intellectuelles à ce projet a été l'historien François-Xavier Garneau,⁷ dont l'œuvre, parue au milieu du XIXe siècle, a eu une influence énorme dans les milieux nationalistes de l'époque. Un autre a été Patrice Lacombe,⁸ l'un des créateurs du roman paysan au Québec. Ensemble, ils esquisseront les prémisses du mythe qui, pendant près d'un siècle, dominera le discours des élites politico-religieuses. Même en France, on en trouve un écho, notamment dans l'œuvre de l'historien Rameau de Saint-Père, l'un des plus farouches défenseurs de la culture française en Amérique.⁹

Formulé à un moment critique de l'histoire, ce mythe est celui du Nord québécois,¹⁰ qui associe l'idée de survivance à celle d'enracinement au sol nordique, le seul endroit qui ne soit pas encore menacé par la présence anglaise. Survivre, dans ce contexte, ce n'est pas seulement conserver sa langue et sa religion, c'est aussi savoir s'adapter, reculer pour mieux refaire. L'économie étant dominée par les Anglais, et l'émigration des Canadiens français étant perçue comme un facteur de désintégration nationale, il reste la terre et l'agriculture. C'est par la colonisation agricole des plateaux et la création de nouvelles paroisses que les Canadiens français pourront le mieux préserver leur identité et assumer leur destinée historique.

Cette vision s'exprime avec force et atteint jusqu'au milieu des peintres francophones, chez qui la campagne apparaît plus intime, plus familiale et plus en rapport avec la notion d'implantation humaine. La maison rurale, l'église, le village, les personnes, les bâtiments de ferme, etc. sont autant d'éléments recherchés, comme si ces composantes du paysage rural traduisaient mieux la société. Même la composition des tableaux chez eux prend une autre teinte, pleine d'espoir, de convictions et de projets. Quant à l'agriculture, elle paraît moins commerciale et plus tournée vers la satisfaction des besoins domestiques (figure 4).

Certes, des voix se sont fait entendre pour que le développement québécois passe par l'industrie et le commerce,¹¹ mais très peu sinon aucune ne remettent en question les prémisses mêmes du mythe. Or, comme tout mythe, celui-ci a ses ambiguïtés.

7. François-Xavier GARNEAU, *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*, Québec, Napoléon Aubin et Fréchette et Frères; Montréal, John Lovell, 1845-1852, 4 volumes.

8. Patrice LACOMBE, *La terre paternelle*, rééd. André VANASSE, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1972.

9. Edme RAMEAU, *La France aux colonies – Études sur le développement de la race française hors de l'Europe – Les Français en Amérique: Acadiens et Canadiens*, Paris, Jouby, 1859.

10. Sur les définitions du Nord au Québec, voir Louis-Edmond Hamelin, *Nordicité canadienne*. Montréal, Hurtubise HMH, 1975, rééd. 1980. Au Québec, seul le Pré-Nord sera plus densément occupé. Il recouvre tout le territoire situé au nord du Québec de base, depuis les basses Laurentides jusqu'à la partie septentrionale de l'Abitibi et de là jusqu'au golfe du Saint-Laurent (centre sud) en passant par Chibougameau.

11. Celles d'Étienne Parent et d'Errol Bouchette notamment.

Figure 4
Baie St-Paul, Légaré, vers 1830



Source : Musée de l'Amérique française (Québec) 1994. 24989.

Ainsi, s'il est vrai que la France a eu des ambitions continentales en Amérique, consacrées par ses explorateurs, ses missionnaires, ses commerçants et ses cartographes, il ne faut pas perdre de vue qu'en dehors de ses colonies, missions et postes frontières, sa vaste Nouvelle-France n'a jamais été qu'un espace de parcours, de juridiction contestée. Sa principale colonie, le Canada, se limitait elle-même aux rives du Saint-Laurent et la quitter n'était pas si facile. Outre les difficultés posées par l'immense sauvagerie qui la séparait des autres établissements, où le contexte était de toute manière bien différent, il fallait encore se soustraire aux interdits de l'administration coloniale, sans compter tous les dangers représentés par la présence autochtone et britannique. Même le Domaine du roi était interdit, tout comme la colonisation à l'ouest de Montréal, pour ne pas nuire au commerce des fourrures.

Par ailleurs, s'il est vrai d'affirmer que la Conquête a étendu l'influence anglaise à une grande partie du continent nord-américain, posant ainsi des freins à l'expansion territoriale future des Canadiens-français, rien n'indique que les facteurs avec lesquels la France elle-même a dû composer auraient été plus sous le contrôle de la population laurentienne. La présence britannique du nord (la Compagnie de la Baie d'Hudson), la présence amérindienne de l'ouest, les intérêts des colons et des marchands britanniques installés sur le futur territoire américain, voire ceux de la France elle-même, auraient sans doute posé autant de freins à cette expansion.

Enfin, même si à l'époque de Durham, la croissance démographique est élevée, elle est loin d'être intolérable. En outre, la terre est encore disponible dans les seigneuries et bien des cantons sont encore inoccupés.

Tout cela suggère une projection dans un contexte antérieur de difficultés qui n'existent pas encore au moment de leur formulation. Et, de fait, ce n'est que dans la seconde moitié du XIX^e siècle que le mythe prend forme, avec l'émigration massive des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, où l'industrie textile est en pleine croissance. Pour l'élite nationaliste de l'époque, la saignée prend allure de véritable catastrophe nationale. D'où la vigueur de sa réaction, par un projet d'envergure nationale destiné à résoudre non seulement les problèmes posés par la situation politico-géographique du Québec, mais aussi par le nouvel Âge urbain et industriel qui s'annonce.

Autrement dit, ce qui n'est encore qu'un discours dans les années 1840 se transforme, dans la seconde moitié du siècle, en un vaste projet alternatif de croissance articulé autour de l'idée d'un foyer national à construire. Dans sa forme première, ce projet rêve même de s'étendre, par le nord, jusqu'aux Rocheuses et au Pacifique, où pourront être déversés les surplus de population et les productions de la Province ! Vite épuisé, en raison même des conditions climatiques qui prévalent dans le grand nord, ce rêve confirmera l'idée cependant d'un vaste projet de colonisation intérieure, qui aura pour site les vallées-plaines du plateau laurentidien. Et c'est ainsi qu'en moins d'un demi-siècle on a fini par tourner le dos, du moins dans le discours, à l'aire culturelle de base du Canada français. À la vallée du Saint-Laurent, où historiquement tout a commencé, on a préféré un espace encore vierge, destiné à devenir éventuellement un nouveau lieu identitaire.

L'Église, puis l'État, joueront un grand rôle dans ce projet. Empruntant les thèmes du rêve colonial britannique,¹² qu'ils enrichissent de références françaises et américaines, ils feront des régions nouvellement ouvertes à la colonisation des lieux idylliques d'établissement, où les possibilités de recommencement et de succès ne dépendront que des qualités de persévérance, de sobriété et de travail du colon. Aux brochures de propagande, s'ajoutent bientôt des monographies régionales, dont le contenu donne déjà une personnalité rurale aux nouveaux espaces en formation. Insistant sur le potentiel agricole des

12. L'une des interprétations les plus courantes à propos du discours de colonisation au XIX^e siècle a été d'en faire l'expression d'un repli passéiste, nourri de références françaises. Plus récemment, quelques auteurs ont suggéré une similitude avec les thèmes du rêve américain (Major, 1991; Bouchard, 1996). D'autres ont fait valoir l'influence de la science et de la morale victorienne (Berger, 1983; Zeller, 1987). Rares sont ceux, cependant, qui ont comparé ce discours à celui du matériel de propagande réalisé dans l'Empire pour attirer l'immigrant dans les colonies britanniques. Or, une récente exploration en ce sens a montré qu'il a existé une version coloniale du rêve américain, diffusée dans toutes les colonies, dont les thèmes comme la rhétorique se retrouvent presque intégralement dans le discours de colonisation développé au Québec au cours des XIX^e et XX^e siècles. L'Église catholique du Québec en a été l'une des plus actives propagandistes, à travers les brochures de propagande publiées par les sociétés de colonisation. Serge Courville, «The Colonial Dream», communication présentée à Cambridge (Angleterre), dans le cadre du colloque *Explorations in Historical Geography* en l'honneur d'Alan R. H. Baker, septembre 1998.

sols et banalisant les contraintes climatiques, elles en font des paradis pour l'agriculture et aussi pour l'industrie et l'exploitation forestière, qu'elles présentent comme des moyens de soutenir l'établissement rural.

À la fin du XIXe siècle, le mouvement de colonisation s'est étendu dans toutes les directions, même vers le nord-ouest du Québec, sur les rives du lac Témiscamingue. À l'époque, seule la lointaine Abitibi reste encore hors d'atteinte. Elle ne sera occupée que dans les premières décennies du XXe siècle, et plus particulièrement dans les années 1930, en réponse aux difficultés suscitées par la Crise et le chômage urbain. Ce qui n'avait été jusque-là qu'un mouvement spontané de colonisation, soutenu d'ailleurs avec plus ou moins de succès par l'Église et les sociétés de colonisation, devient une entreprise dirigée d'établissement rural, orchestrée par l'État et les agronomes, et soutenue par divers programmes de propagande et d'aide directe au colon.

Cette orientation se maintient jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. Toutefois, de toutes les régions ainsi ouvertes à la colonisation, très peu connaissent un véritable développement agricole. Défavorisées par les sols et le climat, elles sont aussi trop éloignées des marchés. En outre, elles souffrent de la nature même d'un projet qui mise trop sur l'agriculture et pas assez sur les autres secteurs d'activités. Pour une population en quête de salaires, la solution rurale offre trop peu et trop tard, et nombreux sont ceux qui la rejettent, récusant du même coup sa dimension culturelle.

Peu d'auteurs, à l'époque, ont saisi cette distance entre les perceptions de l'élite et celles de la population. Au contraire, étant eux-mêmes portés par une tradition ruraliste, ils ont donné au projet sa légitimité, en présentant la Province sous un jour quasi exclusivement rural, comme l'a fait, entre autres, le géographe français Raoul Blanchard,¹³ ou en fondant son économie uniquement sur l'exportation de produits clé comme l'ont proposé les représentants de l'École Laurentienne¹⁴ et plusieurs autres historiens par la suite, tels Jones et Ouellet.¹⁵

C'est ce qu'on a appelé le modèle du staple, qui interprète le développement canadien à partir de telles exportations (fourrures, morue, blé, bois, etc.), qui ont pu bénéficier de l'axe Saint-Laurent/Grands Lacs, pour être dirigées vers l'Europe. Peu de place est faite, dans ce modèle, à l'économie domestique, comme si elle n'avait pas aussi contribué à ce développement.

13. Raoul Blanchard a laissé une œuvre puissante, encore inégalée. Toutefois, en dépit de ses descriptions admirables du paysage québécois, il a sous-estimé le phénomène urbain. De cet auteur voir *Le Canada français. Province de Québec. Étude géographique*, Montréal, Librairie Arthème Fayard (Canada), 1960; *L'Ouest; du Canada français, «Province de Québec»*, Montréal, Beauchemin, 1953; *La Mauricie*, Trois-Rivières, Bien public, 1950; *Le Centre du Canada français, « Province de Québec »*, Montréal, Beauchemin, 1947; *L'Est du Canada français, « Province de Québec »*, Montréal, Beauchemin, 1935.

14. Harold A. INNIS, *The Fur Trade in Canada: an Introduction to Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press, 1930, rééd. 1970; Donald GRANT CREIGHTON, *The Empire of the St. Lawrence*, Toronto, Macmillan Company of Canada, 1956.

15. R. L. JONES, « The Agricultural Development of Lower Canada, 1850-1867 », *Agricultural History*, vol. 29, n° 4 (1945), p. 212-224; « French Canadian Agriculture in the St. Lawrence Valley, 1815-1850 », *Agricultural History*, vol. 16, n° 3 (1942), p. 137-148; Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966.

Cette idée d'une économie asymétrique a été remise en question, non seulement au Québec¹⁶ mais en Ontario, où Douglas McCalla,¹⁷ par exemple, a montré l'importance des conditions locales de croissance dans l'émergence des marchés. La même observation a été faite pour le Québec, où dès la première moitié du XIX^e siècle au moins quatre ordres de marché ont pu être identifiés :¹⁸ local, subrégional, régional et international, dont l'explication réside dans les logiques d'échange de l'habitant. Ces logiques ne sont pas propres au XIX^e siècle. Au contraire, elles s'enracinent dans des pratiques très anciennes, qui ont donné ses traits à la culture laurentienne.

3. La culture laurentienne

Ce qu'on a appelé la culture laurentienne au Canada¹⁹ est apparu dans la vallée du Saint-Laurent. Issue en partie de la transplantation des cultures régionales françaises et en partie des processus d'adaptation au Nouveau Monde, elle a beaucoup emprunté aux autochtones, mais a aussi beaucoup inventé, à la fois pour survivre et pour se reproduire dans un contexte fortement réglementé où il n'était pas possible, du moins théoriquement, de détenir plus d'une terre.

Les archives donnent pourtant une image différente de la propriété foncière. En effet, dès le XVII^e siècle, un système complexe d'acquisition et de contrôle du sol apparaît, qui étend à de vastes pans du territoire le pouvoir de l'habitant. Pour la France, qui recherche surtout une voie d'accès vers l'intérieur du continent, la vallée du Saint-Laurent n'est tout au plus qu'une voie de passage, un corridor à contrôler par l'établissement de colons appelés à l'occuper et à la défendre. Pour les pionniers, c'est un habitat, un lieu d'implantation qui permettra en outre d'acquérir un statut social supérieur à celui qu'ils auraient pu obtenir en France.

Déjà deux visions, qui définiront bientôt deux mondes, deux univers différents, entre lesquels il n'y a pas de coupures nettes mais des contrastes suffisants pour que l'on puisse parler d'acteurs distincts, de groupes sociaux et de modes de production et d'échange différents. Le premier est celui de l'élite coloniale. Formé d'administrateurs, de marchands et de seigneurs souvent

16. Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Pour une mésohistoire du XIX^e siècle: une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 3 (1979), p. 387-425; « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec: une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 4 (1982), p. 483-521.

17. Douglas MCCALLA, *Planting the Province. The economic history of Upper Canada, 1784-1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1993 (Ontario Historical Studies Series).

18. Serge COURVILLE, *Entre ville et campagne*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1990.

19. Le mot est du géographe Marcel Bélanger, formulé dans le cadre d'une présentation faite sur « Le dialogue ou la rencontre des pensées et des lieux », dans le colloque Espace et culture, de septembre 1994. Ce texte est paru dans Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, *Espace et Culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 25-30.

absentéistes, il s'articule surtout au commerce et à la culture atlantique. Le second, celui de l'habitant, vit de relations beaucoup plus intimes avec le territoire et considère l'acquisition de terre comme un moyen de se reproduire socialement, par l'établissement, à proximité, des enfants quand ces derniers seront en âge de se marier.²⁰

Aussi, tant que dure la phase d'enracinement,²¹ l'essentiel de l'effort va-t-il à l'accaparement du sol, soit par achat ou échange de lots ou de parcelles, soit par regroupement d'héritages, soit encore par la demande de nouvelles concessions destinées surtout à l'établissement futur des enfants. Les seigneurs, d'ailleurs, se plient volontiers à ces demandes, d'autant qu'elles leur offrent une garantie de peuplement à long terme. Pratiqué par la majorité des familles pionnières, moins pour sa valeur d'échange que pour sa valeur d'usage,²² ce processus d'appropriation favorise la formation de nouvelles communautés, qui transforment en habitat permanent ce qui n'avait été jusque-là que des structures spatiales imposées (la seigneurie, le rang).

D'abord ouverte aux apports extérieurs, l'aire investie a tendance, une fois organisée, à se fermer sur elle-même et à se nourrir d'un système de relations défini localement. Sans jamais être tout à fait rompus, les rapports avec les côtes de départ s'amenuisent, pour se limiter bientôt aux seuls liens de parenté. Et pendant que se tissent de nouvelles relations, faites d'alliances et d'enchaînement d'alliances entre les familles-souches,²³ la venue d'étrangers diminue, compromise tout autant par l'absence de terres disponibles que par un sentiment plus ou moins avoué de méfiance envers tous ceux qui peuvent représenter une menace pour l'intégrité du patrimoine foncier. Car la terre représente non seulement une richesse mais un médiateur essentiel de la vie de relation : c'est par elle qu'on assure sa subsistance, c'est par elle et pour elle aussi qu'on noue des attaches avec les voisins. L'espace investi sera alors entièrement monopolisé par le groupe et prêt à générer à son tour ses propres aires d'expansion. C'est la dernière phase du cycle de colonisation, qui consiste en une réouverture de l'aire initiale d'établissement. Ne trouvant plus d'endroits où s'établir, sinon à titre d'hommes de métier à la campagne ou à la ville, ou encore de fermiers ou de métayers pour le compte du seigneur ou d'un notable, les fils d'habitants descendant des familles pionnières se retrouvent à leur tour exclus du territoire d'origine et contraints comme d'autres à migrer vers l'arrière-pays seigneurial

20. Serge COURVILLE, « Space, Territory and Culture in New France : A Geographical Perspective », dans Graeme WYNN (éd.), *People, Places, Patterns, Processes: Geographical Perspectives on the Canadian Past*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1990, 165-176.

21. Et en dépit des freins introduits par l'obligation de résider sur la terre concédée, renforcée par les Arrêts de Marly de 1711, et les pratiques déjà spéculatives de certains seigneurs.

22. Louise DECHÈNE, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 296.

23. À ce sujet, voir, entre autres, Louis LAVALÉE, « La famille et les stratégies matrimoniales dans le gouvernement de Montréal au XVIII^e siècle », dans *Société rurale dans la France de l'Ouest et au Québec. Actes des colloques de 1979 et 1980*, Montréal et Paris, Université de Montréal et École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1980, p. 141-147; et Jacques MATHIEU [et al.] (1981 b), « Les alliances matrimoniales dans le Gouvernement de Québec, 1700-1760 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 1 (1981), p. 3-32.

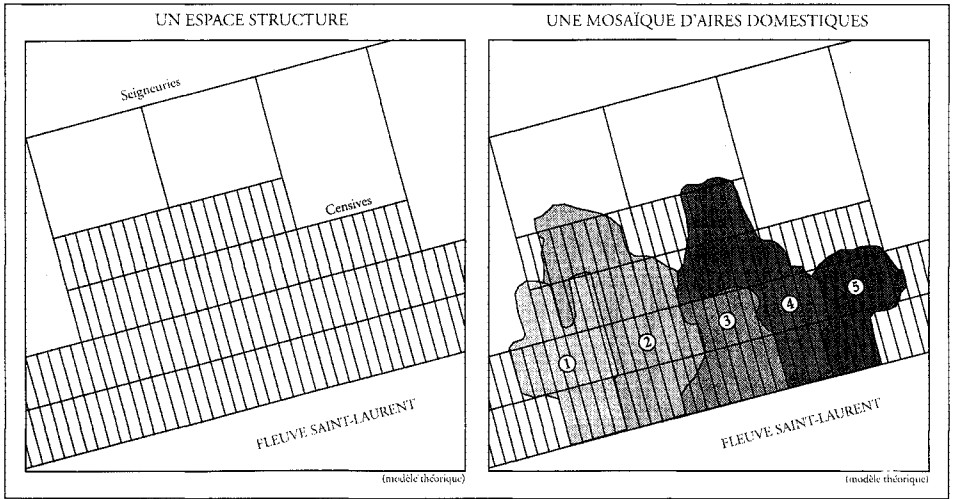
ou un autre fief afin de pouvoir s'établir sur une terre. Et c'est ainsi que, les effectifs en surnombre diminuant, la paroisse d'origine connaîtra un nouvel équilibre, pendant qu'à proximité ou plus loin un nouveau territoire sera formé, calqué sur l'ancien, et qui étendra d'autant les limites de l'espace organisé.

Ce processus, qui entraîne la constitution d'aires nouvelles de peuplement à chaque génération, s'explique non seulement par les liens qui se tissent entre la famille et la propriété foncière, mais aussi avec le type d'agriculture pratiqué par l'habitant canadien, et qui se distingue déjà de l'agriculture française d'origine. Bénéficiant de sols abondants, le colon canadien a tendance à adopter en effet des méthodes extensives de culture, où le défrichement supplée à la qualité des techniques qu'il aurait fallu consentir pour une agriculture intensive, réservée ici au seul potager. Aussi le voit-on rechercher spontanément la terre, moins pour accroître ses surplus, encore qu'une partie de ses récoltes soit réservée à l'échange, que pour éviter des partages préjudiciables à l'intégrité de l'exploitation.

Au tournant du XVIII^e siècle, l'agriculture est devenue une activité viable, capable par sa logique propre de commander l'économie et de fixer le statut social. Pourtant, peu d'administrateurs coloniaux reconnaissent cette évolution. Indifférents face au monde rural, ils ne se manifestent le plus souvent qu'en période de disette et encore, par des recours surtout institutionnels. Aussi l'agriculture canadienne a-t-elle tendance à se replier sur elle-même, pour s'inscrire dans un espace-temps plus individuel et familial. Tout en restant ouverte aux échanges, elle se méfie des ingérences extérieures, même quand elles ont pour but d'en améliorer les rendements. Et comme elle se nourrit d'interactions privilégiées entre la famille et le sol, elle contribue au développement d'un type de civilisation dont la réalité continuera de s'imposer même après la conquête britannique de 1759-1760.

Caractérisée par une religion, une langue, des institutions différentes, la vallée du Saint-Laurent circonscrit une aire culturelle dense, unique sur le continent nord-américain. Distinct, ce monde n'est pourtant pas uniforme partout. Çà et là apparaissent des particularités qu'attestent les différences de vocabulaire, de paysages et de traditions, non seulement à l'échelle régionale mais aussi locale. Elles définissent un type particulier de géographie, très différente de celle imaginée par la France pour développer sa colonie (Figure 5). Construite à même la matrice seigneuriale, elle laisse l'impression d'une mosaïque d'aires domestiques, d'un ensemble de petits milieux, qu'aucune carte officielle ne montre, mais qu'il est possible de reconstituer à partir des sources archivistiques de la période (recensements, aveux et dénombremments, actes notariés, actes de l'état civil, etc.). Ces « milieux » ne sont pas réfractaires au changement, pourvu qu'il serve les fins de reproduction sociale et ne menace pas l'équilibre interne de la communauté. Quant aux rapports avec le seigneur et les représentants de l'administration coloniale, ils restent réservés et prudents, comme si les seuls représentants de la communauté locale ne pouvaient venir que de ses rangs.

Figure 5
Les structures géographiques de base au Québec



Cette géographie se développe tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles et continue de s'étendre tout au long du XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e, en perdant beaucoup, toutefois, de sa signification antérieure. En effet, pendant que se poursuivent les migrations vers les plateaux, s'ajoute une autre couche d'organisations territoriales, polarisées par les villes et tout le réseau de villages et de bourgs urbains qui apparaît après la guerre anglo-américaine de 1812-1814. C'est précisément cette strate que les contemporains n'ont pas vue, en proposant plutôt, comme Blanchard plus tard, une organisation régionale du territoire calquée, mais à une autre échelle, sur la géographie d'aires domestiques issue du Régime français.

Il en résultera une vision biaisée du territoire québécois, qui ne sera plus étudié que par ses marges. Quant à la vallée du Saint-Laurent, dont le rôle a pourtant été structurant dans la formation de cet espace, elle a été pour ainsi dire ignorée des chercheurs. Et, de fait, ce n'est pas avant le milieu des années 1980 que celle-ci fera l'objet d'une telle étude, grâce à un projet interdisciplinaire de recherche associant l'histoire et la géographie. Consacrée aux morphologies de base du territoire, cette enquête a dû composer avec d'importants défis méthodologiques, mais a révélé un monde passablement différent des images du XIX^e siècle.

4. Au-delà du mythe

En effet, l'une des limites posées à la recherche historique au Québec a été pendant longtemps l'absence d'outils cartographiques de base pour étudier la société rurale du XIX^e siècle, dont on connaissait mal aussi l'environnement géo-

graphique : absence de cartes illustrant les découpages administratifs du territoire et pouvant permettre la cartographie des données; méconnaissance du phénomène villageois et des industries rurales; absence de cartes permettant d'établir la représentativité des études de cas; etc. Une autre résidait dans la pauvreté des séries statistiques : construites le plus souvent à partir de documents publiés de recensement, elles fourmillaient d'erreurs de toutes sortes²⁴ et ne permettaient qu'un traitement primaire des données. Même les sources qualitatives posaient problème. Ainsi, comment interpréter la sévérité des administrateurs coloniaux à l'endroit de l'agriculture quand on sait leur hantise des subsistances. Louise Dechêne et Allan Greer en ont donné des critiques éloquentes.²⁵ De même, comment interpréter les écrits du XIXe siècle, quand on sait la place de la rhétorique dans le système éducatif. Leur style est parfois si exagéré qu'il donne l'impression de difficultés pires qu'elles ne sont dans la réalité.

C'est à ce genre de difficultés qu'il a fallu faire face dans nos travaux, en réinvestissant les enseignements de nos recherches antérieures²⁶ dans nos protocoles de travail et en nous orientant vers la construction de vastes bases intégrées de données destinées à nous permettre une approche relationnelle du passé.

L'un des premiers résultats de cette enquête a été d'éclairer la problématique démographique des basses terres laurentiennes, une question centrale dans l'interprétation du Bas-Canada. Constatant, en effet, la forte augmentation de cette population, dont l'effectif décuple de 1784 à 1871, plusieurs auteurs en ont fait une cause de détérioration de l'économie, notamment dans la vallée du Saint-Laurent où réside encore la grande majorité des ruraux.

Issue des courants d'opinion du XIXe siècle, en Angleterre notamment, où l'augmentation de la population fait craindre les pires désordres, cette interprétation résiste mal aux constats autorisés par la cartographie systématique des données de population. Loin d'entraîner des pressions inconsidérées sur les ressources, la croissance démographique du XIXe siècle au Bas-Canada est régularisée par une mobilité géographique qui s'inscrit dans le processus de transmission foncière et qui, de génération en génération, déleste les paroisses les plus anciennement établies de leurs surplus de population.

24. Ces erreurs vont de la simple erreur d'addition aux définitions différentes selon la langue, sans compter le recours à des systèmes différents de mesure et d'encodage des données. Pour une présentation détaillée de ces difficultés et des moyens retenus pour les résoudre, voir Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN, *Le pays laurentien au XIXe siècle, les morphologies de base*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995 (Atlas historique du Québec).

25. À ce sujet, voir Louise DECHÊNE, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris et Montréal, Plon, 1974; Louise DECHÊNE, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Montréal, Boréal, 1994; Allan GREER, *Peasant, Lord and Merchant. Rural Society in Three Québec Parishes 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985.

26. Serge COURVILLE [et al.], « Les découpages administratifs anciens de la région de Montréal au XIXe siècle (1825-1861). Méthodologie d'une recherche », *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, vol. 33, n° 4 (1989), p. 342-353; Serge COURVILLE, *Entre ville et campagne, l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990; Serge COURVILLE, « Le marché des subsistances. L'agriculture de la plaine de Montréal au début des années 1830 : une perspective géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, n° 2 (1988), p. 193-239.

Cette mobilité est à la fois centrifuge et centripète. Elle se traduit par des mouvements de population vers l'intérieur des terres, vers les villes ou vers les villages, dont le nombre passe d'une cinquantaine en 1815 à plus de 300 au milieu du siècle et où vivent de 10 % à 30 % et même 40 % de la population rurale selon les époques. Amorcée sous le Régime français, cette mobilité se poursuit tout au long du XIXe siècle et s'exprime à la manière d'un trait culturel acquis. Elle rend compte de la vigueur du processus de régulation sociale et explique la faiblesse des densités humaines retrouvées dans les basses terres laurentiennes. C'est par l'espace qu'on résout les tensions démographiques, c'est par lui également qu'on se reproduit. Et c'est ce processus, croyons-nous, plus que les difficultés économiques, pourtant sérieuses dans le dernier quart du siècle, qui expliquera bientôt les migrations vers le nord et vers l'extérieur de la province, les États-Unis notamment, et ce, en dépit du discours qui les favorisent ou les condamnent.

Importants, les facteurs culturels et sociaux ne sont cependant pas les seuls à stimuler la mobilité géographique de la population. D'autres interviennent également dont on peut voir l'impact dans le paysage, sous la forme de nouvelles infrastructures de transport, qui articulent bientôt la voie d'eau aux voies terrestres de circulation. Partout, de nouvelles routes sont construites, qui étendent et densifient le réseau routier. En même temps, des canaux sont creusés, le fleuve est dragué et de nouveaux ports sont aménagés. Des routes à péage macadamisées (*turnpikes*) sont construites autour des villes et le chemin de fer fait son apparition, qui pousse bientôt ses lignes jusqu'aux États-Unis, favorisant ainsi le développement de tout un système intégré de transport à courte, moyenne et longue distances. Enfin, la poste et le télégraphe se répandent, qui favorisent une meilleure diffusion de l'information.

Toutes ces innovations ont une influence positive sur l'agriculture qui profite de ces facilités nouvelles d'accès au marché pour accroître et diversifier sa production, notamment dans les grandes régions urbaines. Bien sûr, cette activité reste sensible à la conjoncture et aux aléas climatiques. En outre, bien des cultivateurs ont peine à se tailler une place dans le marché. Mais vues globalement, les améliorations sont notables. Le volume des récoltes augmente, la ferme moyenne s'agrandit et la propriété bourgeoise se répand. De plus, si la récolte de blé décline, sauf chez les gros producteurs, d'autres cultures se répandent, plus en accord avec la demande sur les marchés locaux et régionaux. C'est le cas notamment de la culture du foin et de l'avoine qui accompagne la montée de l'industrie laitière, c'est le cas également de l'orge et du seigle, qu'on utilise dans la fabrication de boissons fortes, très en demande sur les grands chantiers. Pourtant, peu d'observateurs, parmi les seigneurs et les politiciens de l'époque, constatent ces changements, se montrant plutôt sensibles aux récriminations du clergé et des petits producteurs.

Outre la ville et le village, où s'organisent aussi les échanges avec l'extérieur, l'un des marchés les plus mal connus pour cette agriculture est l'industrie rurale. Parce qu'ils sont mus par le pouvoir de l'eau, les moulins se répandent, et

avec eux de nombreux ateliers et fabriques qui transforment ou utilisent dans leurs processus de fabrication des matières premières. Plusieurs d'ailleurs appartiennent à des seigneurs, qui profitent de leurs revenus fonciers pour se lancer en affaires. Certaines de ces entreprises mettent à profit les produits du sol ou du sous-sol (carrières, briqueteries, etc.), d'autres, les produits de la forêt (moulins à scie, fabriques de tonneaux ou de meubles, fabriques de potasse et de perlasse, etc.), et d'autres encore, les ressources de l'agriculture (moulins à blé, moulins à fouler et à carder, moulins à huile, brasseries, distilleries, tanneries, fabriques de cigares, etc.). Particulièrement nombreuses dans la région de Montréal, ces entreprises confirment la place grandissante de cette région dans le panorama industriel de la province. Même la ville de Montréal se dote d'une fonction industrielle importante. En 1871, elle réunira plus de 40 % des emplois industriels de la vallée laurentienne, contre 11 % à peine à Québec. Et comme elle est aussi une grande place de marché, en voie de devenir la métropole du Canada, c'est dire son rôle pour l'agriculture.

L'un des indices les plus manifestes de cette montée de l'économie de marché réside dans le nombre croissant de marchands et de commerçants inscrits dans les recensements manuscrits, non seulement dans les villes mais partout à la campagne. En 1831, on en compte déjà près de 2 000; en 1871, plus de 8 000, dont la moitié résident à la campagne; une croissance qui dépasse celle de la population elle-même. Encore là, la région de Montréal domine, avec près de 64 % des marchands retrouvés dans la vallée du Saint-Laurent en 1871 (40 % dans la ville seulement), mais 54 % seulement de la population laurentienne. Et comme plusieurs de ces marchands ont des intérêts dans l'agriculture, cela suggère l'existence d'un système de production capitaliste, qui coexiste avec le système de production familial, avec lequel cependant il entretient des liens très étroits et très divers de services et d'approvisionnement.

Toutes ces transformations suggèrent de reposer sur de nouvelles bases le problème de l'interprétation de la société rurale québécoise au XIX^e siècle. À l'image d'une société immobile, fixée dans ses traditions, et incapable de répondre aux défis de l'ère moderne, s'oppose celle d'une société différente, dont la logique n'est pas celle du grand commerce international, mais qui s'adapte à sa manière aux changements de l'ère nouvelle. Certes, il faudra encore beaucoup de temps et de recherches pour comprendre la nature et le sens de cette adaptation, dont les processus encore nous échappent. Mais puisque la géographie du XIX^e siècle révèle des réalités différentes de celles exprimées par les représentations symboliques du XIX^e siècle, il faudra en tenir compte.

Conclusion

Notre recherche sur la société rurale laurentienne au XIX^e siècle a révélé l'existence de trois logiques dont l'interaction reste encore largement à comprendre mais dont la reconnaissance permet une meilleure saisie de la problé-

matique qui entoure l'interprétation de cette société. La première est celle du colonialisme, par lequel toute métropole considère ses possessions comme nécessairement moins dynamiques et développées qu'elle. Cette attitude n'est pas propre à l'Angleterre. Partagée déjà par la France, elle se traduit par des vues réductrices de l'agriculture et de la société rurale. La seconde logique est celle de l'élite ou de l'urbanité locale. Incapable de se tailler une plus grande place dans ce nouveau monde en changement, elle lie son devenir au développement nordique, dans l'espoir d'y voir se développer une société plus respectueuse de l'ordre ancien et de ses traditions. La troisième logique est celle de l'habitant ou de la territorialité locale, qui semble s'adapter à son rythme au changement, sans se préoccuper beaucoup du discours de ceux qui ne font pas vraiment partie de la communauté locale, même s'ils en sont issus.

Trois solitudes, dont le regard se porte vers des lieux différents, d'échelles différentes. Le colonialisme a des ambitions surtout continentales qu'il actualise à partir des villes qui sont aussi des lieux de garnison et de pouvoirs. L'élite locale regarde vers le nord et profite aussi de son urbanité pour lancer ses programmes de propagande et de colonisation. Quant à la territorialité, elle s'intéresse surtout à son propre espace-temps. Son horizon privilégié reste la vallée du Saint-Laurent, où elle tente de s'adapter aux changements de la période, mais avec des différences marquées selon les endroits. Ainsi, comparée à la région de Québec, qui paraît plus « rurale » et plus proche des descriptions qu'en donnent les observateurs de l'époque, celle de Montréal semble plus urbanisée et plus industrialisée, ce qui laisse croire en un processus de maturation plus rapide là que dans le reste du territoire. Ailleurs, la variété est de règle et nombreuses sont les communautés qui, aux côtés de celles qui répondent positivement au changement, tardent à s'engager dans d'autres voies. Mais si l'on ne peut conclure au processus global de modernisation suggéré par Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot,²⁷ il reste que la société change et que ces changements correspondent de plus en plus à ceux observés dans les sociétés voisines.

27. Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, *Lower Canada at the turn of the Nineteenth Century; Reconstructing and Modernization*, Ottawa, The Canadian Historical Association, 1988 (Historical Booklet, 47).